

ADOCIA
innovative medicine for everyone, everywhere



Rapport financier semestriel au 30 juin 2014

Société anonyme au capital de 621.187,60 euros
Siège social : 115, avenue Lacassagne, 69003 Lyon

487 647 737 RCS Lyon

INDEX

1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
2. Rapport semestriel d'activité
3. Information financière semestrielle 2014 - normes IFRS
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

1. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Gérard Soula

Président directeur général d'ADOCIA

1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
2. **Rapport semestriel d'activité**
3. Information financière semestrielle 2014 - normes IFRS
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

ADOCIA

Société anonyme au capital de 621.187,60 euros
Siège social : 115 avenue Lacassagne - 69003 Lyon
487 647 737 R.C.S. Lyon

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Exercice clos le 30 juin 2014

1.1. Faits marquants du 1^{er} semestre 2014 :

Les premiers mois de l'année 2014 ont été marqués par une activité intense et par l'annonce de résultats majeurs, la société récoltant les fruits des investissements réalisés en 2013.

Sur le plan scientifique, tout d'abord, la Société a annoncé deux résultats cliniques remarquables :

- le premier sur son produit BioChaperone Combo, combinaison unique d'insuline basale glargine et d'insuline rapide Lispro, qui a démontré à la fois une action rapide et une longue durée d'action chez des patients diabétiques de type 1. BioChaperone combo présente une amélioration statistique du contrôle de la glycémie sanguine à court et long terme par rapport au premier commercial Humalog Mix,
- le second sur son insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro, qui s'est avérée plus rapide qu'Humalog chez des patients diabétiques de type 1, avec un début d'action 30% plus rapide et un effet métabolique précoce 69% supérieur.

Fort de ses résultats majeurs, la société a poursuivi le développement de ses produits et a préparé deux nouvelles études dont le lancement est prévu sur le troisième trimestre : une étude de Phase 2 d'effet dose sur l'insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro et une étude de phase 2 sur son insuline humaine rapide Hinsbet.

Enfin, la Société a annoncé des résultats précliniques positifs sur une insuline ultra rapide concentrée BioChaperone Lispro U300. Ce quatrième produit à base d'insuline développé par Adocia serait la première formulation d'insuline analogue concentrée à action ultra rapide et pourrait répondre aux besoins des patients diabétiques qui nécessitent des doses importantes d'insuline.

Concernant son produit pour le traitement de l'ulcère du pied diabétique, la société est toujours dans l'attente d'une réponse des autorités réglementaires indiennes pour lancer son essai clinique de phase III en Inde.

Sur le plan financier, la société a accru sa visibilité auprès de la communauté financière, en confirmant son éligibilité au dispositif fiscal du PEA-PME et en mettant en place un programme ADR (*American Deposit Receipt*) certificats américains représentatifs d'une action Adocia.

1.2. Evènements postérieurs au 30 juin 2014 :

Néant.

1.3. Commentaires sur les comptes semestriels :

Les résultats de la Société au 30 juin 2014 se caractérisent par :

- **Une situation financière saine** : avec l'encaissement en juin de 3,2 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche généré en 2013, la société affiche une situation de trésorerie au 30 juin 2014 de 15,9 millions d'euros ; la consommation de trésorerie nette s'élevant à 3,5 millions d'euros sur les six premiers mois de l'année 2014.

- **Une perte opérationnelle de 5,5 millions d'euros sur le premier semestre** contre 4,6 millions d'euros pour le premier semestre 2013. :
 - **Les dépenses d'exploitation** de 7,4 millions d'euros se situent au même niveau que celles enregistrées l'an dernier sur la même période : l'augmentation des dépenses cliniques en 2014 est compensée par la diminution des dépenses liées aux études précliniques et à la sous-traitance.
 - **Les produits opérationnels** de 1,9 millions d'euros sont en baisse de 32% par rapport à la même période l'an dernier, reflétant le niveau moindre de chiffre d'affaires. Au 30 juin 2013, les comptes étaient impactés par les revenus de licences issus du contrat signé avec Lilly en 2011 et qui s'est terminé en juillet 2013.

Le tableau ci-après résume les comptes semestriels établis pour les périodes de 6 mois se terminant le 30 juin 2014 et le 30 juin 2013 :

<i>En milliers d'euros-Normes IFRS</i>	30/06/2014	30/06/2013
Produits opérationnels	1 874	2 739
Dépenses de recherche et développement	(6 607)	(6 460)
Frais généraux	(826)	(926)
Charges opérationnelles	(7 433)	(7 386)
Résultat opérationnel (perte)	(5 559)	(4 647)
Résultat financier net	14	25
Résultat net (perte)	(5 545)	(4 622)
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	6 212	6 203
Perte nette par action (en €)	(0,9)	(0,7)

Produits opérationnels

Le tableau suivant présente le détail des produits opérationnels pour chacune des périodes :

	30/06/2014	30/06/2013
<i>En milliers d'euros-Normes IFRS</i>		
Contrats de recherche et collaboration	186	(47)
Revenus de licences	-	952
Chiffre d'affaires (a)	186	905
Subventions, financements publics et crédit d'impôt recherche (b)	1 688	1 834
Produits opérationnels (a)+(b)	1 874	2 739

Les produits opérationnels au 30 juin 2014 sont en baisse de 32% par rapport à ceux enregistrés sur la même période en 2013.

- Le chiffre d'affaires d'un montant de 0,2 millions d'euros au 30 juin 2014 résulte essentiellement des contrats de recherche et collaboration en cours, qui portent sur la formulation des anticorps monoclonaux. L'an dernier, sur la même période, le chiffre d'affaire s'établissait à 0,9 millions d'euros, reflétant l'amortissement du paiement initial reçu au titre du contrat signé avec Lilly en décembre 2011 et qui s'est terminé en juillet 2013.
- Les autres produits opérationnels sont essentiellement constitués du Crédit d'Impôt Recherche. Ils s'élèvent à environ 1,7 million d'euros, pour environ 1,8 millions d'euros sur le premier semestre 2013, et sont en ligne avec le niveau des dépenses de recherche et développement éligibles sur la période concernée.

Charges opérationnelles

	30/06/2014	30/06/2013
<i>En milliers d'euros-Normes IFRS</i>		
Dépenses de recherche et de développement	(6 607)	(6 460)
Frais généraux	(826)	(926)
Charges opérationnelles	(7 433)	(7 386)

- Les charges opérationnelles du premier semestre 2014 sont stables par rapport à celles de l'an dernier à 7,4 millions d'euros.

- Près de 89% des charges opérationnelles portent sur des dépenses en recherche et développement et traduisent le maintien d'une forte activité R&D associée à la maîtrise des frais généraux.
- Les dépenses externes, qui représentent près de 52% du total des charges opérationnelles, sont stables par rapport à l'an dernier sur la même période : la diminution des dépenses précliniques et des dépenses de sous-traitance est compensée par l'augmentation des dépenses cliniques (+1,2 millions) reflétant ainsi le développement et l'avancée de notre portefeuille.
- Les charges de personnel représentent le deuxième poste significatif de dépenses avec 40% du total des charges opérationnelles comparé à 39% pour les six premiers mois 2013.

Éléments de bilan

	30/06/2014	31/12/2013
<i>En milliers d'euros-Normes IFRS</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 929	19 415
Total actif	19 845	24 729
Capitaux propres	13 881	19 130
Dettes financières	2 393	2 317

- Au 30 juin 2014, le montant de la trésorerie et équivalents trésorerie détenus par la Société s'élève à 15,9 millions d'euros, contre 19,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.
- Les capitaux propres passent de 19 millions d'euros à fin décembre 2013 à 13,9 millions d'euros à fin juin 2014, reflétant principalement la perte des six premiers mois de l'exercice 2014.
- Les dettes financières, qui s'élèvent à 2,4 millions d'euros à fin juin 2014, concernent principalement les avances remboursables reçues de l'agence française pour l'innovation (Oséo) sur les projets ostéoporose et insuline.

1.4. Risques et incertitudes concernant l'activité de l'entreprise pour le deuxième semestre de l'exercice:

Les facteurs de risques affectant la Société sont présentés au chapitre 4 du document de référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et disponible sur le site internet de la Société : www.adocia.com.

Il n'y a pas de nouveau facteur de risque pour le premier semestre 2014.

1.5. Relations avec les parties liées :

Les relations avec les parties liées au cours de la période sont présentées en Note de l'information financière semestrielle établie selon la norme IAS 34 ci-après (Partie 5).

1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
2. Rapport semestriel d'activité
3. Information financière semestrielle 2014 - normes IFRS
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

SA au capital de 621.328,60€

Siège social : 115 avenue Lacassagne, 69003 Lyon

Période : du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

ETAT DE SITUATION FINANCIERE	Notes	30/06/2014	31/12/2013
ACTIF - (En milliers d'euros)			
Immobilisations incorporelles		1	3
Matériel de laboratoire	4.1	534	528
Autres immobilisations corporelles	4.1	464	418
Actifs financiers	4.5	263	244
ACTIF NON COURANT		1 262	1 194
Stocks		109	124
Clients et comptes rattachés	4.3	139	2
Autres actifs courants	4.4	2 406	3 993
Trésorerie et équivalents de trésorerie		15 929	19 415
ACTIF COURANT		18 583	23 535
** TOTAL GENERAL **		19 845	24 729

ETAT DE SITUATION FINANCIERE	Notes	30/06/2014	31/12/2013
PASSIF - (en milliers d'euros)			
Capital social		621	621
Prime d'émission		49 031	48 810
Réserves – part du groupe		(30 226)	(26 008)
Résultat – part du groupe		(5 545)	(4 293)
INTERÊTS NON CONTRÔLANTS			
CAPITAUX PROPRES	4.6	13 881	19 130
Dettes financières long terme	4.7	687	1 814
Provisions à long terme	4.8	312	252
PASSIFS NON COURANTS		999	2 066
Dettes financières court terme	4.7	1 571	420
Autres passifs financiers courants	4.7	133	83
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.9	2 055	1 784
Autres passifs courants	4.9	1 205	1 245
PASSIFS COURANTS		4 964	3 532
** TOTAL GENERAL **		19 845	24 729

ETAT DU RESULTAT GLOBAL (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	30/06/2013
Chiffre d'affaires	4.11	186	905
Autres revenus	4.12	1 688	1 834
Total produits		1 874	2 739
Charges d'exploitation hors dotations et reprises	4.13	(7 298)	(7 149)
Dotations et reprises d'amortissements et provisions	4.15	(136)	(238)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(5 559)	(4 647)
Autres produits et charges opérationnels			0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(5 559)	(4 647)
Produits financiers		51	71
Charges financières		(37)	(46)
RESULTAT FINANCIER	4.16	14	25
RESULTAT AVANT IMPOT		(5 545)	(4 622)
Charge d'impôt			
RESULTAT NET		(5 545)	(4 622)
Intérêts non contrôlants			
RESULTAT NET PART DU GROUPE		(5 545)	(4 622)
Résultat de base par action (€)	4.17	(0,9)	(0,7)
Résultat dilué par action (€)		(0,9)	(0,7)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		(5 545)	(4 622)
Autres éléments du résultat global			
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		(5 545)	(4 622)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves et résultat	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlants
31/12/2012	6 197 876	619	48 498	(26 090)	23 028	
Résultat de la période				(4 622)	(4 622)	
Augmentation de capital						
Paievements fondés sur des actions	11 200	1	(1)	(2)	(2)	
Autres éléments du résultat global						
Frais d'augmentation de capital						
Autres			447	1	448	
30/06/2013	6 209 076	620	48 944	(30 713)	18 851	
Résultat de la période				(4 293)	(4 293)	
Augmentation de capital						
Paievements fondés sur des actions	14 000	1	(1)	86	86	
Autres éléments du résultat global						
Frais d'augmentation de capital						
Autres			314	(5)	309	
31/12/2013	6 211 876	621	48 811	(30 302)	19 129	
Résultat de la période				(5 545)	(5 545)	
Augmentation de capital						
Paievements fondés sur des actions	1 400	0	(0)	61	61	
Autres éléments du résultat global						
Frais d'augmentation de capital						
Autres			221	15	236	
30/06/2014	6 213 276	621	49 031	(35 771)	13 881	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net	(5 545)	(4 622)
Dotation nette aux amortissements & provisions (hors actif circulant)	201	229
Plus ou moins value de cession d'actifs immobilisés	(26)	
Charges et produits calculés	169	43
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(5 200)	(4 349)
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(5 200)	(4 349)
Impôts versés		
Variation du BFR (y compris avantages au personnel)	1 750	(3 196)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(3 450)	(7 545)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(262)	(103)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	26	
Acquisitions d'actifs financiers non courants		
Cession d'actifs financiers non courants		
Autres flux liés aux opérations d'investissement	202	400
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(34)	297
Augmentation de capital		
Nouveaux emprunts et avances remboursables	0	
Remboursements d'emprunts et d'avances remboursables	0	(400)
Intérêts financiers nets versés		
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	0	(400)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(3 484)	(7 648)
Trésorerie d'ouverture	19 415	30 462
Trésorerie de clôture	15 929	22 814

Composantes de la trésorerie nette analysée par nature et rapprochement avec le bilan :

TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Valeurs mobilières de placement (échéance < 3 mois)	13 934	15 765
Disponibilités	1 996	3 650
Trésorerie nette	15 929	19 415

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30 JUIN 2014

Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en milliers d'€

1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

1.1. INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET A SON ACTIVITE

ADOCIA est une société anonyme de droit français créée le 22 décembre 2005.

Son activité est centrée sur la recherche et le développement de produits innovants pour le traitement des maladies chroniques.

La société est cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis le 20 février 2012.

Les états financiers résumés aux normes IFRS d'ADOCIA pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 23 juillet 2014 et autorisés à la publication.

1.2. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

2. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES RETENUS POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES

2.1. PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES

Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers semestriels de la société ADOCIA au titre de la période close le 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêt des comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Principes de préparation des états financiers

Les états financiers semestriels ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (Information financière intermédiaire sous forme résumée).

Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers

de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ceux-ci sont disponibles sur le site internet www.adocia.com.

Continuité d'exploitation

L'hypothèse de la continuité d'exploitation a été retenue compte tenu de la capacité financière de la Société (trésorerie disponible) au regard de ses besoins de financement des 12 prochains mois.

Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société dans les états financiers semestriels sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Par ailleurs, les nouveaux textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 sont les suivants :

Normes, amendement de normes et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2014 :

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) – Remplace IAS 27 « Etats consolidés et individuels » et SIC 12 « consolidation entité ad hoc ». La norme propose un modèle selon lequel la consolidation d'une entité repose sur le seul concept de contrôle et fournit un guide d'application – dans des situations où le contrôle est plus difficile à apprécier;
- IFRS 11 – Partenariats de joint-venture (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) – remplace IAS 31 : la comptabilisation des partenariats doit s'appuyer sur la substance des accords et principalement sur l'analyse des droits et obligations qui en résultent;

Ces nouvelles normes ne font pas l'objet de développements dans le cadre de l'information financière intermédiaire dans la mesure où elles ne sont pas applicables à l'Entreprise.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application ultérieure, endossés par l'Union européenne :

- IFRIC 21 – Droits et taxes (applicable au plus tard pour les exercices ouverts à compter du 17 juin 2014) – Comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigée.

La Société n'a pas appliqué par anticipation cette interprétation. Elle ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers.

2.2. UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de

passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2013.

3. FAITS MARQUANTS

Les premiers mois de l'année 2014 ont été marqués par une activité intense et par l'annonce de résultats majeurs, la société récoltant les fruits des investissements réalisés en 2013.

Sur le plan scientifique, tout d'abord, la Société a annoncé deux résultats cliniques remarquables :

- le premier sur son produit BioChaperone Combo, combinaison unique d'insuline basale glargine et d'insuline rapide Lispro, qui a démontré à la fois une action rapide et une longue durée d'action chez des patients diabétiques de type 1. BioChaperone combo présente une amélioration statistique du contrôle de la glycémie sanguine à court et long terme par rapport au premix commercial Humalog Mix,
- le second sur son insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro, qui s'est avérée plus rapide qu'Humalog chez des patients diabétiques de type 1, avec un début d'action 30% plus rapide et un effet métabolique précoce 69% supérieur.

Fort de ses résultats majeurs, la société a poursuivi le développement de ses produits et a préparé deux nouvelles études dont le lancement est prévu sur le troisième trimestre : une étude de Phase 2 d'effet dose sur l'insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro et une étude de phase 2 sur son insuline humaine rapide Hinsbet.

Enfin, la Société a annoncé des résultats précliniques positifs sur une insuline ultra rapide concentrée BioChaperone Lispro U300. Ce quatrième produit à base d'insuline développé par Adocia serait la première formulation d'insuline analogue concentrée à action ultra rapide et pourrait répondre aux besoins des patients diabétiques qui nécessitent des doses importantes d'insuline.

Concernant son produit pour le traitement de l'ulcère du pied diabétique, la société est toujours dans l'attente d'une réponse des autorités réglementaires indiennes pour lancer son essai clinique de phase III en Inde.

Sur le plan financier, la société a accru sa visibilité auprès de la communauté financière, en confirmant son éligibilité au dispositif fiscal du PEA-PME et en mettant en place un programme ADR (*American Deposit Receipt*) certificats américains représentatifs d'une action Adocia.

4. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS A CERTAINES RUBRIQUES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES (en milliers d'euros)	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2013	1 623	670	558	2 852
Acquisitions	101	2	106	210
Cessions			(1)	(1)
Total valeur au 30 juin 2014	1 724	673	664	3 061

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (en milliers d'euros)	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2013	1 094	368	443	1 905
Dotations	96	24	39	158
Reprises / Sorties				0
Total valeur au 30 juin 2014	1 190	392	481	2 063

VALEURS NETTES (en milliers d'euros)	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2013	529	302	116	947
Total valeur au 30 juin 2014	534	281	183	998

La Société possède deux biens financés par crédit-bail dont la valeur d'acquisition est de 72 K€ pour l'un et 85 K€ pour l'autre, financés sur 3 et 4 ans.

4.2. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX IMPOTS DIFFERES

Sur la base des mêmes règles que celles du 31 décembre 2013, la société n'a pas reconnu d'impôt différé actif au 30 juin 2014.

4.3. CREANCES CLIENTS

CREANCES CLIENTS	30/06/2014	31/12/2013
(en milliers d'euros)		
Valeur brute	139	2
Dépréciation		
Valeur nette totale	139	2

L'intégralité des créances clients est non échue.

4.4. AUTRES ACTIFS COURANTS

AUTRES ACTIFS COURANTS	30/06/2014	31/12/2013
(en milliers d'euros)		
Crédit d'impôt recherche	1 686	3 214
Créances de TVA	322	244
Fournisseurs débiteurs	94	269
Charges constatées d'avance	234	250
Divers	70	17
Total Autres Actifs Courants	2 406	3 993

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

Le crédit d'impôt recherche au 30 juin 2014 est estimé sur la base des dépenses de recherche engagées à cette date et éligibles au crédit d'impôt recherche. La société demande et obtient généralement le remboursement du crédit d'impôt recherche déclaré l'année suivant la clôture de l'exercice concerné.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes.

Le poste divers comprend les créances sociales et autres créditeurs divers.

4.5. CLASSEMENT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

Les seuls actifs financiers à la juste valeur sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de SICAV monétaires en euro, comptes à terme cotés sur un marché actif et compte rémunéré : ils constituent ainsi des actifs financiers à la juste valeur de niveau 1.

4.6. CAPITAUX PROPRES

Afin de faciliter la lecture entre les périodes, le nombre d'actions a été retraité pour tenir compte de la décision prise par l'Assemblée générale du 24 octobre 2011 de diviser par 10 la valeur nominale

des actions composant le capital social et d'attribuer 10 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune pour une action d'une valeur nominale de 1 euro anciennement détenue

Capital social

La Société a été créée le 22 décembre 2005.

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence - catégorie A	dont actions de préférence - catégorie B	Nominal (Euros)
Au 1er janvier 2007	140 000			140 000	1 400 000
19/10/2007 - Augmentation de capital	93 339		93 339		933 390
20/12/2007 - Augmentation de capital	46 668		46 668		466 680
22/10/2009 - Réduction de valeur nominal					-2 520 063
22/10/2009 - Augmentation de capital	119 007		119 007		119 007
20/01/2010 - Attribution d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
06/04/2010 - Augmentation de capital	5 424		5 424		5 424
06/06/2010 - Attribution d'actions gratuites	140	140			140
18/06/2010 - Augmentation de capital	1 283		1 283		1 283
10/12/2010 - Augmentation de capital	37 630		37 630		37 630
04/03/2011 - Attribution d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
17/06/2011 - Attribution d'actions gratuites	140	140			140
24/10/2011 - Réduction de valeur nominale ☐	4 011 579	21 420	2 730 159	1 260 000	0
15/12/2011 - Attribution d'actions gratuites	1 400	1 400			140
14/02/2012 - Emission d'actions IPO	1 592 798	1 592 798			159 280
14/02/2012 - Conversion des actions de préférence en actions ordinaires		4 433 510	-3 033 510	-1 400 000	0
07/03/2012 - Attribution d'actions gratuites	10 500	10 500			1 050
17/03/2012 - Emission d'actions IPO	130 268	130 268			13 027
15/06/2012 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800			280
19/12/2012 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800			280
26/03/2013 - Attribution d'actions gratuites	8 400	8 400			840
18/06/2013 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800			280
13/12/2013 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800			280
02/04/2014 - Attribution d'actions gratuites	1 400	1 400			140
Au 30 juin 2014	6 213 276	6 213 276	0	0	621 328

Le capital de l'intégralité des actions émises a été libéré. La société détient des actions propres dans le cadre de son contrat de liquidité. Suite à l'introduction en bourse, les actions de préférence ont été converties en actions ordinaires et les BSA Ratchet sont devenus caduques.

Bon de souscription d'actions

En date du 13 décembre 2013, et faisant usage de la délégation consentie lors de l'assemblée générale du 18 juin 2013, le Conseil d'Administration a décidé l'émission de 20.000 BSA au bénéfice d'administrateurs indépendants, portant ainsi à 20.210 le nombre de BSA émis.

La totalité de ces BSA a été souscrite en janvier 2014.

Les principales caractéristiques liées aux bons de souscriptions d'actions et les principales hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de l'option sur la base du modèle Black & Sholes sont les suivantes :

situation au 30/06/2014	BSPCE ₁₂₋₂₀₁₃ Plan N°1	BSPCE ₁₂₋₂₀₁₃ Plan N°2	BSA ₁₂₋₂₀₁₃
Bénéficiaires	salariés	salariés	administrateurs indépendants
Nombres de Bons émis	28 000	22 400	20 000
Nombre de Bons attribués	28 000	22 400	20 000
Nombres de Bons souscrits	28 000	22 400	20 000
Date de l'assemblée Générale	18/06/2013		
Date du conseil d'administration	13/12/2013		
Prix d'émission	gratuit		0,588 €
Prix d'exercice	5,76 €		5,88 €
Date limite d'exercice des bons	13/12/2023		
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2014 1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017	1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018	13 333 au 1er janv 2014 3 333 au 1er janv 2015 3 333 au 1er janv 2016
Parité	1 Bon pour une action		
Rendement en dividende	néant		
Volatilité	67%		
Taux de rendement sans risque	2% (iBoxx Sovereign AA 7-10)		

Bons de souscription de parts de Créateur d'Entreprise

Conformément à la délégation de compétence accordée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société en date du 18 juin 2013, le conseil d'administration a, lors de sa réunion du 13 décembre 2013, décidé d'émettre, à titre gratuit, un nombre total de 50.400 BSPCE au profit de certains salariés de la Société, donnant droit à la souscription de 50.400 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro. Les principales caractéristiques liées aux BSPCE et les principales hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de l'option sur la base du modèle Black & Sholes sont détaillés dans le tableau ci-dessus.

La totalité des BSPCE a été souscrite au 30 juin 2014.

Actions gratuites

Date d'AG / Type	Nb de droits attribués	Nb d'actions émises	Nb de droits annulés	Nombre maximum d'actions à émettre
20/01/2008 - Actions gratuites	42 000	(39 900)	(2 100)	
06/06/2008 - Actions gratuites	11 200	(5 600)	(5 600)	
15/12/2009 - Actions gratuites	5 600	(4 200)		1 400
05/03/2010 - Actions gratuites	5 600	(4 200)		1 400
07/12/2010 - Actions gratuites	5 600	(2 800)		2 800
Au 30 juin 2014	70 000	(56 700)	(7 700)	5 600

Au cours du 1^{er} semestre 2014, les opérations suivantes ont eu lieu :

- Emission de 1.400 actions, les périodes d'acquisition étant venues à leur terme et les conditions d'attribution ayant été respectées
- Aucune nouvelle attribution d'actions gratuites

- Il reste 5.600 AGA attribuées mais non encore acquises au 30 juin 2014.

Rémunération sous forme d'actions gratuites

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 23/01/2008				20/12/2007 06/06/2008				20/12/2007 15/12/2009			
	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5
Nombre d'années de vesting												
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	10 500	10 500	10 500	10 500	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	90	90	90	90	12	12	12	12	12	12	12	12
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 400
Nombre d'actions gratuites attribuées												
Nombre d'actions gratuites annulées												
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement												
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2014												1 400
Charges comptables juin 2013 (milliers d'Euros)		-17				1				4		
Charges comptables juin 2014 (milliers d'Euros)		0				0				1		

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 05/03/2010				20/12/2007 07/12/2010				Total
	2	3	4	5	2	3	4	5	
Nombre d'années de vesting									
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	
Nombre total d'actions gratuites attribuées	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	64 400
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	12	12	12	12	12	12	12	12	552
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2013	-	-	1 400	1 400	-	1 400	1 400		7 000
Nombre d'actions gratuites attribuées									
Nombre d'actions gratuites annulées									0
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement				-1400					-1 400
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2014				1 400		1 400	1 400		5 600
Charges comptables juin 2013 (milliers d'Euros)			3			6			-2
Charges comptables juin 2014 (milliers d'Euros)			2			4			7

Dividendes

Il n'y a eu aucune décision de distribution de dividendes sur le 1^{er} semestre 2014.

Gestion de capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, et favoriser la liquidité des transactions afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

A ce titre un contrat de liquidité a été signé en mars 2012 avec la Banque BIL (dénommée aujourd'hui DSF Market). Ce contrat avait été suspendu le 23 avril 2013 pour reprendre le 25 juin 2013 avec une diminution des moyens affectés de 0,4 million d'euros. Il a été résilié le 30 avril 2014. A cette date, 15.026 titres et 502K€ figuraient au contrat.

En Mai 2014, la société a confié à la société Kepler Capital Markets SA la gestion du contrat de liquidité et a affecté les moyens suivants : 300K€ et 15.026 titres.

Au 30 juin 2014, au titre de ce contrat, 18.075 titres ont été comptabilisés en déduction des capitaux propres et 0,2 millions d'euros d'espèces figuraient en actifs financiers court terme.

4.7. DETTES FINANCIERES

DETTES FINANCIERES (en milliers d'euros)	Courant	Non courant	Total	Dont concours bancaires
Avances remboursables	1 571	687	2 259	
Autres dettes financières	133		133	0
Total dettes financières	1 705	687	2 393	0

Avances remboursables :

AVANCES REMBOURSABLES	En milliers d'euros	Coût historique	
Valeur au 31 décembre 2013	2 234	2 441	(A)
Octroi de l'exercice			
Remboursement de l'exercice			
Actualisation sur octroi de l'exercice			
Charges financières	24		
Valeur au 30 juin 2014	2 259	2 441	(B)
<i>Part à Long terme</i>	<i>687</i>		
<i>Part à court terme</i>	<i>1 571</i>		

Dans le cadre du projet ostéoporose, la Société a conclu un contrat avec Oséo en date du 12 mars 2007, en vertu duquel la Société a bénéficié d'une avance remboursable d'un montant total de 2.250 millions d'euros pour le développement d'un nouveau système de libération locale et contrôlée des facteurs de croissance pour la régénération osseuse. L'ensemble des conditions techniques et financières ayant été réalisées, la Société avait perçu l'intégralité de cette aide en 2010.

Comme prévu dans le contrat, la Société a remboursé la première échéance pour un montant de 0,3 millions d'euros le 05 avril 2012 et la seconde échéance de 0,4 millions d'euros le 2 avril 2013. Les termes du contrat prévoyaient au minimum le remboursement d'un montant forfaitaire de 0,7 millions d'euros au titre de l'acquis technique.

Au cours du mois de mars 2014, la Société a formulé une demande de constat d'échec et déposé un dossier complet demandant la reconnaissance de l'échec technique et commercial du projet. Suite à cette demande et au lancement l'instruction du dossier par la BpiFrance, la Société a été informée que tous les paiements relatifs à cette avance étaient suspendus jusqu'en mars 2015. Au cours du premier semestre 2014, une expertise scientifique et une expertise financière ont été menées par des experts mandatés par la Bpifrance.

L'instruction du dossier devrait se terminer d'ici la fin de l'année et devrait permettre de statuer sur le solde de l'avance de 1,550 millions qui ne sera remboursable qu'en cas de constat par la Bpifrance d'un succès technique et/ou commercial. En cas de reconnaissance de l'échec du projet, cette avance sera enregistrée comme une subvention.

Dans le cadre de son projet insuline, la Société a conclu un contrat avec OSEO en date du 25 avril 2012, en vertu duquel la Société a bénéficié d'une avance remboursable de 0,8 millions d'euros pour le développement d'une formulation d'insuline humaine à action rapide, incluant, notamment, le lancement d'une étude clinique de phase IIa.

L'ensemble des conditions techniques et financières ayant été réalisées, la Société a reçu l'intégralité de cette aide remboursable le 30 avril 2012.

En cas de succès technique et/ou commercial, l'avance sera remboursable en totalité selon un échéancier défini.

En cas d'échec technique et/ou commercial, les termes du contrat prévoient un remboursement d'un montant forfaitaire de 0,28 millions d'euros au titre de l'acquis technique, dont 0,13 millions d'euros en 2017 et 0,15 millions en 2018.

La juste valeur de cette nouvelle avance reçue a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt de 3% par an.

Dans le cadre de sa prospection sur de nouveaux marchés (Inde et Chine), la Société a conclu, moyennant le versement d'une prime de 2% du budget annuel, un contrat d'assurance Prospection avec la COFACE en date du 26 octobre 2012. Selon les termes du contrat, la Coface garantit le remboursement de 75% du montant des dépenses engagées sur une période de garantie fixée à 4 ans et courant du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2016. La société s'est engagée à rembourser les sommes reçues de la Coface selon les conditions Générales fixées au contrat, et ce durant une période dite d'amortissement courant jusqu'au 30 septembre 2021.

Les sommes versées au titre du remboursement s'imputeront en priorité et à due concurrence sur le montant de l'avance accordée pour la première période garantie, puis sur les périodes suivantes, étant précisé que ces remboursements :

- sont limités dans le temps (remboursement de l'avance sur une période se terminant le 30 septembre 2021),
- seront au maximum du montant en principal de l'avance globale perçue.

Au titre des dépenses engagées sur la première période assurée, soit du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013, la Société a reçu la somme de 91 milliers d'euros le 17 décembre 2013.

Ventilation en coût historique des avances

(A)	31/12/2013	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avance Ostéoporose	1 550	450	1 100	
Avance Insuline (2012)	800	0	280	520
Avance Coface (2013)	91		91	
(B) en milliers d'euros	30/06/2014	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avance Ostéoporose	1 550	1 550	0	
Avance Insuline (2012)	800	0	280	520
Avance Coface (2013)	91		91	

Autres dettes financières

Les autres dettes financières concernent deux engagements de crédit-bail pris à hauteur de 0,16 millions d'euros entre 2013 et 2014 et remboursés sur la période pour un montant de 21 milliers d'euros.

4.8. PROVISIONS

PROVISIONS (en milliers d'euros)	Avantages au personnel	Autres provisions LT	Provisions pour risques et charges - part à moins d'un an	Total
Valeur au 31 décembre 2013	252			252
Dotations	60			60
Reprise avec utilisation				
Reprises sans utilisation				
Valeur au 30 juin 2014	312			312

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été estimée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective 176.

4.9. FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les passifs courants de la Société s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Comptes auxiliaires	968	1 105
Effets à payer		
Factures non parvenues	1 086	678
Fournisseurs	2 055	1 784
Clients créditeurs		
Dettes fiscales et sociales	1 205	1 245
Autres dettes	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
Autres Passifs courants	1 205	1 245
TOTAL PASSIFS COURANTS EXPLOITATION	3 260	3 029

L'intégralité des dettes fournisseurs et des autres passifs courants a une échéance à moins d'un an.

Le poste « dettes fiscales et sociales » comprend les charges à payer sociales et fiscales.

4.10. RESULTAT OPERATIONNEL

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	30/06/2013
Contrats de recherches et revenus de licences	4.11	186	905
Subventions, financements publics et crédit	4.12	1 688	1 834
Produits		1 874	2 739
Achats consommés		(403)	(366)
Charges de personnel	4.14	(3 004)	(2 866)
Charges externes	4.13	(3 847)	(3 869)
Impôts et taxes		(43)	(48)
Dotation aux amortissements & provisions	4.15	(161)	(238)
Autres produits et charges opérationnels courants		25	
Charges opérationnelles		(7 433)	(7 386)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(5 559)	(4 647)
Charges et produits opérationnels non courants			
RESULTAT OPERATIONNEL		(5 559)	(4 647)

Répartition des charges par destination :

CHARGES PAR DESTINATION (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Frais de recherche et développement	(6 607)	(6 460)
Coûts administratifs	(826)	(926)
Charges opérationnelles	(7 433)	(7 386)

Les frais de recherche et développement se décomposent comme suit :

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Achats consommés	(395)	(341)
Charges de personnel	(2 464)	(2 350)
Charges externes	(3 607)	(3 536)
Impôts et taxes	(35)	(39)
Dotation aux amortissements & provisions	(107)	(195)
Total frais de recherche et développement	(6 607)	(6 460)

4.11. CHIFFRE D’AFFAIRES

CHIFFRE D’AFFAIRES (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Contrats de recherche	186	(47)
Revenus de licences	-	952
Autres		
Total	186	905

Le chiffre d’affaires est composé de revenus générés par deux contrats de prestation de recherche portant sur la formulation d’anticorps monoclonaux.

4.12. AUTRES REVENUS

AUTRES REVENUS (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Financements de projets	0	0
Crédit impôt recherche	1 686	1 830
Autres	2	4
Total	1 688	1 834

4.13. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les autres achats et charges externes sont composés principalement par les études in-vivo, les études cliniques, les loyers ainsi que toutes les charges de fonctionnement de la Société.

4.14. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

CHARGES DE PERSONNEL (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Salaires et indemnités	2 120	1 998
Charges sociales	885	868
Total Charges de personnel	3 004	2 866

EFFECTIFS	30/06/2014	30/06/2013
Techniciens	37	36
Cadres	40	35
Effectif total	77	71

Au 30 juin 2014, la société comptait 28 chercheurs titulaires d'un doctorat.
Plus de 80% des effectifs sont directement affectés aux opérations de recherche et développement.

4.15. AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS

Les dotations nettes aux amortissements et aux provisions s'analysent de la façon suivante :

AMORTISSEMENT ET PERTE DE VALEUR (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Dotations immobilisations corporelles	138	212
Dotations immobilisations incorporelles		
Dotations immobilisations crédit-bail	23	11
Amortissement et provisions sur Immobilisations	161	223
Provisions pour risques et charges (dotations)		15
Provisions sur actif circulant (dotations)		
Reprises		
Dotations/Reprises aux Amortissements et Provisions	161	238

4.16. RESULTAT FINANCIER

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

RESULTAT FINANCIER (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	51	71
Intérêts calculés sur avances conditionnées	(27)	(46)
Coût de l'endettement financier net	24	25
Pertes et Gains de change		
Autres produits et charges financières	(11)	
RESULTAT FINANCIER	14	25

4.17. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net consolidé (en milliers d'euros)	(5 545)	(4 622)
Nombre moyens d'actions	6 212 564	6 205 961
Résultat net par action (en euros)	(0,9)	(0,7)

Les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas intégrés dans le calcul du résultat par action car en raison des pertes de la société sur les exercices, ils sont considérés comme anti-dilutifs.

5. PARTIES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le montant des jetons de présence alloués aux membres indépendants du conseil d'administration a été approuvé par l'Assemblée Générale du 18 juin 2013 et porte sur un montant maximum de 70 milliers d'euros par an. Il reste inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Pour le premier semestre 2014, le montant des jetons de présence s'élève à 20 milliers d'euros et concerne deux administrateurs.

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de surveillance s'analysent de la façon suivante :

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013
Rémunérations brutes fixes	181	175
Rémunérations brutes variables	90	80
Rémunérations brutes exceptionnelles		100
Avantages en nature	4	4
Jetons de présence	20	21
TOTAL	295	380

6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Signature d'un bail avec le Grand Lyon :

Le Siège social de la Société est situé au 115, avenue Lacassagne, 69003 à Lyon, sur deux étages d'un immeuble à usage de pépinière d'entreprises innovantes en biotechnologie, sur une superficie totale de 2.032m² environ.

A noter que la Société a également conclu un contrat de location de parking couvert, en vigueur depuis le 13 octobre 2011.

La charge de loyer (hors charges locatives) s'est élevée à 173 milliers d'euros et les charges locatives se sont élevées à 71 milliers d'euros au titre du premier semestre 2014.

1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
2. Rapport semestriel d'activité
3. Information financière semestrielle 2014 - normes IFRS
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

1. Adocia

1.1 PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

ODICEO
115, boulevard Stalingrad
C.S. 52038
69616 Villeurbanne Cedex
S.A. au capital de € 275.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Adocia

1.3 PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société Adocia, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas

d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Villeurbanne et Lyon, le 24 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Sylvain Boccon-Gibod

Sylvain Lauria